



Des militants pour les traitements, microbicides et vaccins anti-VIH/sida publient un plan d'action et un énoncé d'engagement commun

Le droit humain à la santé nécessite une réponse mondiale complète au VIH/sida, font valoir les activistes

BANGKOK, 14 juillet 2004 – Des activistes anti-sida des quatre coins du monde, représentant divers mouvements, revendiquent une action concertée pour accélérer l'expansion des services de soins de santé dans les pays à revenu faible et moyen.

L'appui à cet *Énoncé d'engagement*, par de nombreux organismes des secteurs du traitement, des microbicides et des vaccins est le premier pas d'une collaboration mondiale entre ces trois mouvements. L'énoncé d'engagement et un *Plan d'action* en douze points visent à améliorer les services et soins de santé – notamment l'accès aux produits actuels et futurs pour la prévention et le traitement du VIH/sida – aux paliers local et communautaire, et une intensification de la recherche de produits thérapeutiques et préventifs par les secteurs public et privé. Ils incitent tous les activistes pour les traitements, microbicides et vaccins à tenir compte de la synergie prévention-traitement, en combinant les efforts de plaidoyer dans les domaines d'intérêt commun.

« C'est un tournant historique. Aujourd'hui, des militants de trois domaines distincts d'activisme contre le sida déclarent leur engagement commun à mobiliser la réponse mondiale complète que requiert la réalisation du droit humain à la plus haute norme de santé atteignable, pour toutes les personnes vivant avec le VIH/sida ou autrement affectées », résume Richard Elliott, directeur des politiques et de la recherche légale au **Réseau juridique canadien VIH/sida**. « Des mouvements activistes ont émergé, depuis quelques années, pour les traitements, des microbicides et des vaccins anti-VIH/sida. Mais nous devons éviter le piège de militer pour la prévention aux dépens des traitements, et de militer pour les traitements au détriment de la prévention. Il faut une réponse complète. »

Le *Plan d'action* aidera les gouvernements, l'industrie et les organismes de la société civile à répondre aux impératifs moraux et humanitaires d'accélérer la recherche, le développement et l'accès, dans les trois secteurs.

« Il faut une expansion rapide du développement et de l'accessibilité de nouvelles technologies de prévention du VIH, pour réduire le nombre d'infections, dans les années à venir », signale Saul Walker, conseiller en politiques à l'**Initiative internationale pour un vaccin contre le sida**. « Même avec une efficacité partielle, un vaccin pourrait réduire de jusqu'à 60% le nombre de nouvelles infections, ce qui aurait un effet marqué sur cette épidémie qui, d'après les estimés, tuera 70 millions de personnes d'ici à 2020. Si les efforts de prévention échouent, les stratégies de traitement ne fonctionneront pas car il y aura toujours plus de personnes à traiter. En revanche, les stratégies de prévention sont moins susceptibles d'arriver au but si les traitements ne sont pas accessibles. »

Jonathan Berger, chef de l'Unité sur le droit et l'accès aux traitements à l'**AIDS Law Project, Afrique du Sud**, a réitéré l'importance de l'accès aux traitements pour appuyer les efforts de prévention du VIH.

« Là où les traitements sont accessibles, le lien direct entre le sida et la mort est brisé. Lorsque les personnes vivant avec le VIH/sida peuvent vivre plus longtemps et en meilleure santé, l'espoir renaît et la stigmatisation est réduite. Ainsi, plus de gens ont recours au test du VIH et aux services de prévention. L'accès aux traitements crée un contexte propice au travail de prévention entre pairs, pour et par les personnes vivant avec le VIH/sida ». Berger souligne toutefois que l'accès aux traitements, à lui seul, ne suffit pas. « Les gouvernements doivent aussi offrir un environnement propice à un vaste accès au test volontaire du VIH. Une prévention efficace du VIH ne pourrait pas être promue et soutenue adéquatement, sans un cadre légal qui respecte, protège, favorise et réalise le droit fondamental de tous à la dignité, à l'égalité et à l'autonomie. »

Les activistes doivent aussi faire progresser l'accès à des options préventives applicables sans le concours des partenaires sexuels. Les microbicides – des gelées topiques d'application vaginale qui pourraient réduire la transmission du VIH – procureraient, notamment aux femmes qui sont sans contrôle sur l'usage de condoms ou les comportements sexuels de leurs partenaires, un moyen de se protéger elles-mêmes contre le VIH. Des microbicides pourraient aussi contribuer à protéger les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes.

« Même un microbicide d'efficacité partielle pourrait prévenir des millions d'infections. Il faut intensifier les efforts pour faire des essais cliniques de tels produits », explique Megan Gottemoeller, coordonnatrice des Programmes pour le Sud global à la **Campagne mondiale pour les microbicides**. « La fourniture de traitements et la recherche préventive doivent être élargies globalement, l'intensification des services communautaires de santé, l'augmentation des ressources humaines et de la mobilisation communautaire appuyant les deux objectifs. »

Le **Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA** a accueilli favorablement l'appel des activistes. « L'ONUSIDA accorde une grande importance au travail de la société civile. Le plaidoyer communautaire et ce type de collaboration intersectorielle sont cruciaux pour mobiliser la volonté politique et les ressources nécessaires à rehausser les efforts pour développer et éventuellement réaliser une expansion des technologies de prévention du VIH ainsi que des traitements nécessaires » a déclaré la D^{re} Purnima Mane, directrice de l'information et de la mobilisation sociale à l'ONUSIDA. Mme Mane a ajouté : « L'ONUSIDA soulignera aussi qu'avec l'expansion des traitements, par la communauté mondiale, il faut veiller à un accès égal des femmes. Or ce type de collaboration intersectorielle catalysera les efforts pour développer et éventuellement fournir des microbicides. Le droit des femmes à la santé – leur vie même – en dépend. L'accès à des microbicides est une facette importante de la Campagne mondiale sur le sida, cette année, dont le point de mire portera sur les femmes et les filles devant le VIH/sida. Et, à terme, un vaccin préventif efficace est crucial à la protection de tous et toutes. »

Le lancement de l'*Énoncé d'engagement* et du *Plan d'action* ainsi que d'un *Document sur les problématiques* (de 24 pages) résumant un *Document de fond* étoffé, est l'aboutissement d'un projet d'un an pour stimuler un Plaidoyer conjoint en matière de traitements, microbicides et vaccins contre le VIH/sida. Le projet a réuni des représentants de gouvernements, d'organismes de la société civile, ainsi que d'agences internationales, dans une collaboration pour élaborer un ordre du jour commun. Le projet a été dirigé par le Réseau juridique canadien VIH/sida. Ses bailleurs de fonds ont été l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI), l'ONUSIDA, l'Initiative OMS-ONUSIDA pour un vaccin contre le VIH, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Santé Canada et le Partenariat international pour des microbicides (IPM).

Conférence de presse :
Merc. 14 juillet 2004, à 10 h 00, Room B, IMPACT Media Centre, Bangkok

Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) – Le RJCVS a été fondé en 1992 pour promouvoir les droits des personnes vivant avec le VIH/sida ou qui y sont vulnérables, au Canada et dans le monde. Il remplit sa mission par la recherche, l'analyse de lois et politiques, l'éducation, le plaidoyer et la mobilisation communautaire. C'est un organisme canadien de premier plan, dans le militantisme pour des vaccins anti-VIH et l'accès mondial aux traitements.

Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (www.iavi.org) – L'IAVI est un organisme international sans but lucratif qui travaille à accélérer le développement d'un vaccin préventif contre le sida. Fondée en 1996 et aujourd'hui active dans 23 pays, elle travaille avec son réseau de collaborateurs à la recherche et au développement de vaccins candidats. Elle vise aussi à faire en sorte qu'un éventuel vaccin soit accessible à toutes les personnes qui en ont besoin. Ses principaux bailleurs de fonds sont notamment la Bill & Melinda Gates Foundation, les fondations Rockefeller, Sloan et Starr, la Banque mondiale, BD (Becton, Dickinson & Co.), l'Union européenne, ainsi que les gouvernements du Canada, du Danemark, de l'Irlande, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède, du Royaume-Uni et des États-Unis.

Campagne mondiale pour les microbicides (www.global-campaign.org) – La Campagne travaille à accélérer le développement de produits en vue de microbicides, à en préparer l'accessibilité et le recours à grande échelle, et à voir aux besoins et intérêts des utilisateurs, en particulier les femmes, par des interventions en plaidoyer, l'analyse de politiques ainsi que la recherche en sciences sociales.

AIDS Law Project, South Africa (www.alp.org.za) – L'ALP fournit des services gratuits de recherches, de conseils juridiques et de contentieux pour faire progresser les droits des personnes vivant avec le VIH/sida. Fondé en 1993, au Centre for Applied Legal Studies (University of the Witwatersrand), l'ALP est un centre de collaboration de l'ONUSIDA et un leader mondial dans le plaidoyer et l'action pour l'accès aux traitements.

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (www.unaids.org) – Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) regroupe de façon novatrice l'expérience, les efforts et les ressources de dix organisations de la famille onusienne afin d'optimiser l'efficacité et l'impact des Nations Unies dans la lutte contre le VIH/sida.

Notes biographiques sur les porte-parole

Richard Elliott est directeur des politiques et de la recherche légale au Réseau juridique canadien VIH/sida, depuis janvier 1999. Il est cofondateur du Groupe sur l'accès mondial aux traitements (GAMT) et a joué un rôle de premier plan dans la campagne pour le Projet de loi C-9, la loi du Canada autorisant l'exportation de versions génériques de médicaments brevetés vers des pays en développement. Il siège depuis 2001 au Conseil ministériel sur le VIH/sida, dont il préside le Comité sur les dossiers internationaux. Avant de se joindre à l'équipe du Réseau juridique, il a siégé à son conseil d'administration, alors qu'il était avocat dans un cabinet de Toronto. Il a été coordonnateur des services d'une clinique juridique universitaire à l'intention des personnes séropositives à faible revenu; il a siégé aux conseils d'administration de la HIV & AIDS Legal Clinic Ontario et du Réseau d'action et de soutien pour les prisonniers et prisonnières atteints du sida (PASAN), et œuvré pour divers organismes de droits de la personne.

Purnima Mane, directrice de l'information et de la mobilisation sociale à l'ONUSIDA, s'est acquis une renommée mondiale pour ses recherches en sciences sociales; ses domaines d'expertise sont notamment les aspects sexospécifiques de la santé internationale, en particulier en lien avec le sida. Mme Mane a été professeure associée au Tata Institute of Social Studies, où elle a travaillé pendant 12 ans. En 1994, elle a été embauchée par le Programme mondial de lutte contre le sida (OMS), à Genève, puis par l'ONUSIDA où elle a été une pionnière du travail sur les questions sexospécifiques et le sida, gestionnaire du bureau exécutif, et chargée de coordonner les budgets et plans de travail, jusqu'en 1999. Elle fut ensuite nommée vice-présidente, puis directrice, de la Division des programmes internationaux du Population Council, à New York. En 2003, elle s'est jointe à l'équipe du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria, comme directrice du portfolio principal, puis directrice pour l'Asie. Elle coécrit et dirigé quatre livres, dont l'un des premiers consacrés aux aspects sociaux et culturels du sida en Inde; elle est rédactrice en chef fondatrice de la revue *Culture, Health and Sexuality*. De nationalité Indienne, Mme Mane a fait un doctorat en études féministes au Tata Institute of Social Sciences, à Mumbai, Inde.

Jonathan Berger est directeur et chercheur à l'Unité sur le droit et l'accès aux traitements (UDAT) de l'AIDS Law Project, University of the Witwatersrand, Afrique du Sud. La mission de l'UDAT est de recourir au droit et à l'action en justice afin d'améliorer l'accès aux médicaments essentiels pour la prévention et le traitement de l'infection à VIH et des maladies liées au sida, et de s'attaquer à tous les obstacles qui limitent l'accès aux traitements. Elle travaille en étroite collaboration avec la Treatment Action Campaign (TAC) de l'Afrique du Sud ainsi qu'en son nom. Avant sa thèse de LLM sur le droit commercial international, les brevets et l'accès aux traitements du VIH/sida, à l'Université de Toronto, Canada, M. Berger a été clerc pour la juge Kate O'Regan, de la Cour constitutionnelle de l'Afrique du Sud. Il a de plus été responsable de l'éducation et des conseils juridiques à la South African National Coalition for Gay and Lesbian Equality (NCGLE) et est aujourd'hui président du conseil d'administration du Lesbian and Gay Equality Project (qui a succédé à la NCGLE).

Saul Walker, conseiller en politiques à l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI), a travaillé pendant quatre ans au National AIDS Trust (NAT), principal organisme britannique consacré aux politiques sur le VIH, et premier organisme partenaire de l'IAVI. Au NAT, il travaillait aux questions de politiques domestiques et internationales. Il a été particulièrement actif dans les efforts de l'IAVI pour mobiliser un appui mondial à la recherche, au développement et à l'éventuelle accessibilité de vaccins contre le VIH/sida, en lien avec la Déclaration d'engagement [des Nations Unies] sur le VIH/sida. M. Walker siège au conseil d'administration du Terrence Higgins Trust, le plus grand organisme de services du domaine du sida en Europe, et fait partie des directeurs de NAM Publications, un important fournisseur européen d'information communautaire sur le VIH/sida. Il a gradué de l'University of Cambridge et détient une maîtrise en philosophie et théorie sociale, de l'University of Warkick.

Megan Gottemoeller, MPH, est coordonnatrice des programmes internationaux de la Campagne mondiale pour les microbicides, une coalition qui travaille à accélérer l'accès à des microbicides en mobilisant la société civile. De 1992 à 1995, elle a travaillé en Amérique centrale à documenter et analyser les répercussions sociales de la mondialisation, en particulier sur les femmes et sur la santé génésique. Après la complétion, en 1997, d'une maîtrise en santé publique à la Tulane University School of Public Health and Tropical Medicine, elle a conçu et animé des événements d'éducation à la santé et des programmes d'échange, en Amérique latine et avec la communauté latino-américaine de l'État de la Louisiane. Depuis six ans, elle porte son attention sur les problèmes mondiaux de VIH/sida, la prévention des ITS et l'égalité des sexes. À la Campagne mondiale pour les microbicides, Mme Gottemoeller dirige la formation et le travail d'approche; assure le soutien aux réseaux de plaidoyer qui croissent en Afrique et en Inde; et dirige l'initiative pour l'implication communautaire dans les essais cliniques.